

Décision n° CODEP-BDX-2017-018172 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 23 juin 2017 autorisant Électricité de France -Société Anonyme (EDF - SA) à modifier de manière notable les modalités d'exploitation autorisées du site électronucléaire du Blayais (INB n° 86)

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 593-15;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par EDF de deux tranches de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde);

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier D5150AUT170006 du 28 mars 2017 ;

Considérant que, par courrier du 28 mars 2017 susvisé, EDF - SA a déposé une demande d'autorisation de modification d'affectation des thermocouples RIC sur les ébulliomètres de la voie A et de la voie B du réacteur 1 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation autorisées de son installation relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide:

Article 1er

EDF - SA, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier l'installation nucléaire de base n° 86 dans les conditions prévues par sa demande du 28 mars 2017 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Bordeaux, le 23 juin 2017.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire et par délégation, le chef de la division de Bordeaux

SIGNÉ PAR

Paul BOUGON